Changement climatique : les rumeurs face à une réalité convaincante

Depuis des décennies, le débat sur le changement climatique a alimenté les conversations à travers le monde. Ces derniers temps, cette discussion s'est intensifiée, notamment grâce à la diffusion virale d'informations sur les médias sociaux et sur Internet. Mais qu'en est-il réellement de cette rumeur persistante selon laquelle le changement climatique n'est pas scientifiquement prouvé ?

Un monde engagé contre les changements climatiques

Il est indéniable que les opinions divergent quant à l'ampleur et aux causes du changement climatique. Cependant, il est important de souligner que la grande majorité des scientifiques s'accordent sur le fait que le climat de la Terre est en train de changer et que les activités humaines y contribuent de manière significative.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), un organisme international composé de milliers de scientifiques, a produit de nombreux rapports qui confirment l'existence du changement climatique d'origine humaine.

Malgré les diverses interprétations, il existe un consensus scientifique solide sur le fait que les températures mondiales augmentent, entraînant des conséquences telles que la fonte des glaciers, l'élévation du niveau de la mer et des événements météorologiques extrêmes.

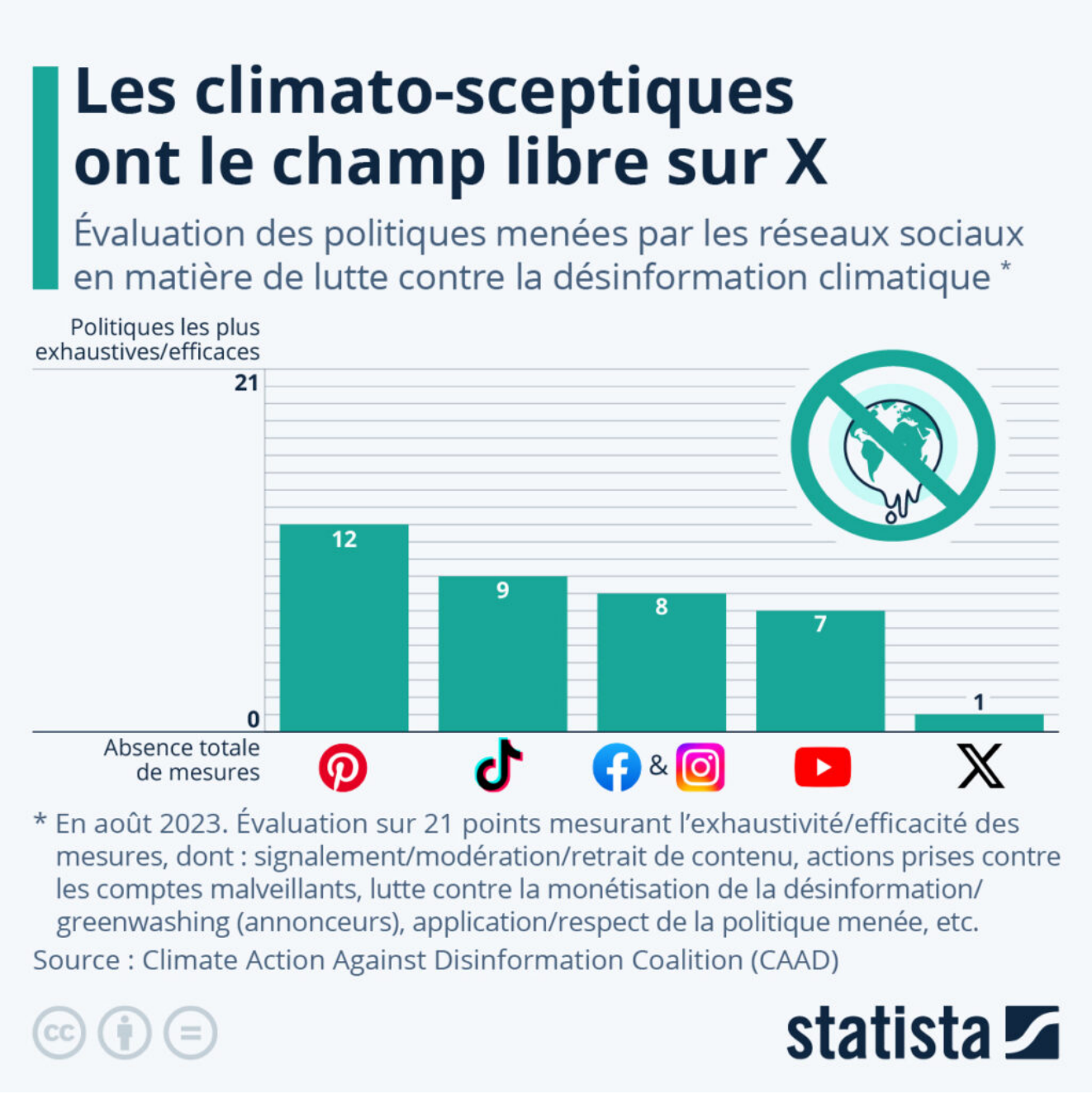
Une étude publiée dans la revue scientifique « Proceedings of the National Academy of Sciences » a analysé 11 944 articles scientifiques sur le climat publiés entre 1991 et 2011, et a constaté que 97,1 % des articles exprimaient un consensus sur le fait que le changement climatique est d'origine humaine.

Les preuves du changement climatique sont soutenues par des données empiriques, y compris des observations sur le terrain, des relevés satellitaires et des modèles climatiques sophistiqués, qui montrent une corrélation entre les émissions de gaz à effet de serre et l'élévation des températures. Le National Aeronautics and Space Administration (NASA) des États-Unis collecte des données satellitaires et des observations de terrain qui confirment l'augmentation des températures et d'autres indicateurs du changement climatique.

Ignorer le changement climatique et ses effets potentiels sur notre planète et sur les générations futures pourrait avoir des conséquences désastreuses sur l'environnement, l'économie et la santé humaine. Le rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C met en évidence les impacts graves et irréversibles du changement climatique sur les écosystèmes, les ressources en eau, la sécurité alimentaire et la santé humaine.

Les réseaux sociaux favorisent la propagation de fausses

informations sur le climat mais ils sont très peu à mettre en place des mesures pour lutter contre la désinformation climatique. Une étude réalisée en août 2023 démontre que le réseau social X n’a pratiquement pas de mesure pour lutter contre les fake news.



En résumé, les preuves scientifiques soutiennent l’existence du changement climatique et son lien avec les activités humaines. Les études, les observations et les rapports des principaux organismes scientifiques internationaux confirment que le changement climatique est une réalité à laquelle nous devons faire face de manière urgente. Ignorer cette crise

pourrait avoir des conséquences irréversibles pour notre planète et pour l'ensemble de l'humanité.

Megan Valère SOSSOU

Adaptation au changement climatique : l'AbE comme cheval de bataille du projet Benkadi au Bénin

La PASCIB à travers son projet Benkadi a marqué sa présence à la 4^{e} édition de la Conférence Citoyenne pour le Climat et la Biodiversité au Bénin organisée par l'ONG Save Our Planet à l'université d'Abomey-Calavi, le samedi 09 décembre 2023.

Présentation Carin GOGAN

Au cours de cette rencontre qui a réuni un nombre important d'acteurs de la société civile, du secteur privé, d'acteurs locaux et de jeunes citoyens, le représentant du Projet Benkadi, Carin GOGAN, Expert Senior en suivi évaluation et capitalisation du Projet Benkadi a présenté la PASCIB et son projet Benkadi.

Il a focalisé l'attention des participants sur les expériences du projet Benkadi en matière de promotion de l'Adaptation basée sur les Ecosystèmes (AbE) dans sa lutte contre les changements climatiques.

Encore désignée par Adaptation fondée sur les Ecosystèmes (AfE) ou Solutions fondées sur la nature (SfN), selon l'expert, l'Adaptation basée sur les Ecosystèmes (AbE) est une stratégie d'adaptation aux changements climatiques qui s'appuie sur des solutions fondées sur la nature et sur les services écosystémiques.

A l’en croire, elle relie les approches traditionnelles de conservation de la biodiversité et des écosystèmes au développement socio-économique durable dans le cadre d’une stratégie globale pour aider les communautés à s’adapter au changement climatique.

C’est pourquoi, explique-t-il, cette approche dans le cadre du projet Benkadi consiste à la vulgarisation des bonnes pratiques de gestion durable des sols, de la gestion intégrée des ressources en eau, de la lutte contre la pollution environnementale.

Participants à la conférence

Il s’agit de façon concrète de promouvoir l’agriculture biologique, l’agriculture de contre-saison, le reboisement, l’agroforesterie, l’irrigation gravitaire, la sélection variétale. La disponibilité d’Innovations technologiques agricoles dans plusieurs spéculations, le recours aux plantes fertilisantes, l’aménagement durable, l’association culturale et la diversification des cultures.

L’Adaptation basée sur les Ecosystèmes au cœur du

projet Benkadi

Carin GOGAN a abordé plusieurs autres stratégies entrant en ligne de mire pour l'adaptation basée sur les écosystèmes en termes de préservation de la biodiversité, de mesures AbE sensibles au genre de lutte contre l'érosion côtière, de lutte contre la pollution environnementale et du dialogue multi-acteurs.

A noter que dans le cadre du même projet Benkadi, plusieurs perspectives sont en vue à savoir : la formalisation du cadre de dialogue multi-acteurs, le renforcement des capacités des acteurs sur la GoPA des Aires Marines Protégées, le renforcement des capacités des acteurs communaux sur le crédit carbone, l'adoption d'une politique Responsabilité Sociétale des Entreprises dans les entreprises, l'appui aux communautés de pêcheurs/chasseurs pour la diversification des activités économiques et la réalisation de Ceinture verte avec la cocoteraie et les palétuviers. Des perspectives qui sont d'un grand intérêt pour les communautés vulnérables aux changements climatiques au Bénin.

Vue d'ensemble à la fin

Rappelons qu'au terme de sa mise en œuvre, il est attendu comme principal changement au Bénin que les communautés vulnérables aux effets des changements climatiques dans le

secteur agricole et les ressources en eau améliorent leur résilience à travers une participation efficace au dialogue politique sectoriel orienté vers l'Adaptation basée sur les Ecosystèmes (AbE).

Ce premier panel d'échange et de partage d'expérience au cours de la 4e édition de la Conférence Citoyenne pour le Climat et la Biodiversité au Bénin a offert l'opportunité à la cinquantaine de participants de découvrir la PASCIB, son projet Benkadi, et les avancées de ce dernier en matière de promotion de l'Adaptation basée sur les Ecosystèmes (AbE) dans sa lutte contre les changements climatiques au Bénin.

Constance AGOSSA

350Africa contre-attaque : les négociateurs africains et la controverse des combustibles fossiles à la COP28

Pendant que la COP 28 s'achève avec les tractations de part et d'autre, le Groupe africain de négociateurs a émis une déclaration ferme, soulignant son refus d'accepter tout résultat qui négligerait les priorités de l'Afrique. Parmi ces priorités, le groupe a vigoureusement plaidé en faveur de la mise en place d'un cadre d'adaptation assorti d'objectifs ambitieux et temporellement définis, d'un soutien concret à la mise en œuvre, ainsi que d'un financement concessionnel

substantiel en vue d’une transition équitable.

Landry Ninteretse

Soulignant une position délicate, le groupe a également défendu le droit des nations africaines d’explorer l’ensemble de leurs ressources, y compris les combustibles fossiles. Un point de vue qui a fait réagir 350.org à travers son Directeur Régional Afrique. Cette déclaration du groupe des négociateurs risquerait de compromettre les objectifs climatiques et les appels à une élimination équitable des combustibles fossiles lors de la COP 28.

Dans son argumentaire, Landry Ninteretse – Directeur régional, 350Africa.org explique : « Nos dirigeants connaissent très bien le mal que les combustibles fossiles font à nos communautés. Les voix de nos populations qui souffrent de l’aggravation des impacts des combustibles fossiles devraient leur servir de guide dans ce processus et ils doivent agir dans l’intérêt de la population. »

En évoquant l’équité et la différenciation comme les clés de la transition énergétique, il met en garde contre la dépendance à l’égard des combustibles fossiles qui rendrait vulnérable notre avenir et ne procurerait pas de bénéfices concrets pour la vie quotidienne et les moyens de subsistance des communautés. C’est pourquoi, selon lui, plutôt que de lutter pour l’exploration des ressources fossiles polluantes, il faut appeler les pays développés à fournir un financement adéquat et favorable à une transition rapide et équitable pour s’éloigner des énergies fossiles.

Megan Valère SOSSOU

Préparation de la COP28: les jeunes, OSC, négociateurs et acteurs étatiques s’activent

The increasing threat of climate change, emphasized by a recent IPCC report, prompts Benin to prepare for COP 28 in Dubai. In a workshop spearheaded by the Ministry of Living Environment and supported by the PASCIB, different stakeholders gathered to consolidate solutions to major issues like rising sea levels, frequent flooding, drought, which threaten vital sectors like agriculture, water, and local economies. The national preparation aims to unify all parties’ stances in climate change combat and to contribute significantly to local community follow-ups.

Habitat Durable en Afrique : Voici la Feuille de Route des Acteurs Non-Étatiques adoptée

La Conférence Climate Chance Afrique 2023 qui s’est tenue pendant deux jours à Yaoundé a abouti à un moment historique pour l’avenir de l’habitat en Afrique. Réunissant 800 participants issus de 40 pays, cette conférence a vu

l’adoption d’une Feuille de Route pour un Habitat Durable en Afrique – une première du genre.

Cette Feuille de Route, élaborée au cours de plusieurs ateliers et de visioconférences préparatoires, se distingue par sa précision dans les propositions d’actions publiques. Elle trace un chemin clair vers un avenir où l’habitat en Afrique est synonyme de durabilité, de résilience et de prospérité pour ses habitants.

Il s’agit du renforcement du rôle des autorités locales: Les acteurs non-étatiques reconnaissent l’importance cruciale des autorités locales dans la mise en œuvre de politiques d’habitat durable. Il est essentiel de leur accorder les ressources nécessaires pour qu’elles puissent jouer un rôle central dans cette transformation.

Au sujet du développement de la planification et la gouvernance foncière, la Feuille de Route souligne la nécessité de développer des outils de planification et de gouvernance foncière pour soutenir les stratégies d’habitat durable.

Face à l’explosion démographique des mégalopoles africaines, la Feuille de Route propose de renforcer les villes moyennes et d’améliorer les conditions de vie dans les zones rurales pour décourager l’exode rural.

Aussi, l’habitat informel doit être intégré dans les stratégies globales, avec un accent sur son amélioration progressive et la prévention de nouvelles constructions dans les zones de vulnérabilité.

Une véritable stratégie d’action climatique urbaine est préconisée pour éviter l’augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Cela devrait s’inscrire dans les contributions nationales déterminées des États africains.

Le besoin de soutenir les filières de l’eco-construction: Les filières de l’éco-construction et les savoir-faire de l’habitat traditionnel, adaptés au défi du changement climatique, doivent être soutenus pour favoriser des pratiques durables.

Pour relever ces défis, il est impératif de renforcer et de diversifier les financements. Cela implique d’intégrer les possibilités offertes par la finance climat et d’orienter les investissements des diasporas vers des stratégies de durabilité.

Cette Feuille de Route a déjà reçu un soutien significatif de la part des principaux réseaux de gouvernements locaux africains, d’organisations de la société civile engagées dans les questions d’habitat, ainsi que d’autres spécialisées dans ce domaine.

Lors de la clôture de la conférence, la Feuille de Route a été officiellement remise à la Ministre de l’Habitat et du Développement Urbain du Cameroun, Célestine Ketcha Courtès, ainsi qu’au Ministre de la Décentralisation et du Développement Local, Georges Elanga Obam.

Ce document essentiel sera présenté lors de la COP28 à Dubaï et lors du 12ème Forum Urbain Mondial du Caire en 2024. La Conférence Climate Chance Afrique 2023 était un élément intégré dans la World Urban Campaign portée par UN-Habitat, renforçant ainsi l'engagement en faveur d'un habitat durable en Afrique.

Megan Valère SOSSOU

Diplomatie climatique et Transition énergétique : Les enjeux de l'Afrique exposés par l'Expert Béninois Jonas A. ATCHADE au Siège de l'Union Européenne

Le changement climatique est un défi mondial qui transcende les frontières nationales. Seule la diplomatie permet la coopération entre les nations pour aborder ce problème de manière collective. Au cœur de celle-ci se trouve, l'expert béninois, Jonas Assouhan Atchade qui prend part au programme Syllabus destiné aux Jeunes Leaders Africains. Un programme novateur qui forme des leaders en les décernant un diplôme de troisième cycle en mode hybride.

L’Expert Jonas Assouhan ATCHADE

Au cours d’un séminaire qu’il a animé ce mercredi 18 octobre 2023 à Bruxelles au siège de l’Union Européenne, l’expert béninois a exposé les enjeux auxquels les pays africains sont confrontés en matière de changement climatique et de transition énergétique. Une communication de haut niveau en matière de diplomatie climatique, qu’il a déroulé devant de hauts dirigeants de l’Union Africaine et de l’Union Européenne, rassemblés pour discuter de ces problématiques.

Dans sa présentation sur la diplomatie climatique, l’expert a mis en évidence les gaps entre les négociateurs européens et africains et décrivant les stratégies climatiques de l’Union Européenne et de l’Union Africaine.

Il a souligné que pendant que l’Afrique se concentre sur des questions telles que l’adaptation aux changements climatiques, les pertes et dommages, ainsi que la transition énergétique équitable, l’Europe, en revanche, met l’accent sur l’amélioration de l’offre et de la qualité de l’énergie, les mécanismes de développement propre et vert, les marchés du carbone et les prix du marché.

Mais pour répondre aux besoins des couches et secteurs vulnérables aux changements climatiques, Jonas A. ATCHADE a expliqué qu’il est nécessaire d’ajuster les politiques

climatiques nationales au niveau africain. Il invite les pays africains à se préparer au nouveau mécanisme financier du fonds sur les pertes et dommages, dont les discussions au plus haut niveau ont évolué dans le cadre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) à travers le Comité de Transition sur le Mécanisme International de Varsovie.

Jonas Assouhan ATCHADE

Rappelons que Jonas A. ATCHADE est un consultant en changements climatiques et croissance verte à la Banque Africaine de Développement (BAD) et Chercheur associé en

Gestion des risques et finance climatiques au sein d'Africa Research and Impact Network (ARIN).

Il possède une solide formation académique, avec une maîtrise en sciences naturelles, un master en changements climatiques et développement durable, ainsi qu'une qualification en conception et mise en œuvre des politiques de développement, actuellement en cours à l'École Transnationale de Gouvernance (STG) de l'Institut Universitaire Européen (EUI) en Italie. Ajoutons qu'il est en phase finale de sa recherche en tant que doctorant au Centre d'Excellence Régional sur les Villes Durables en Afrique (CERViDA) de l'Université de Lomé.

L'expertise de Jonas A. ATCHADE n'est plus à démontrer au regard de son parcours et de son engagement ferme envers la résolution des défis climatiques en Afrique.

Megan Valère SOSSOU

AHAIC 2023 pour un accès équitable à la santé et la lutte contre le changement climatique

Avant leur participation à la 78e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (UNGA 78) et la 28e session de la Conférence des Parties (COP 28) qui auront lieu respectivement en mois de septembre et novembre prochains, les parties prenantes africaines dans le domaine de la santé, du climat et du développement se sont réunis à Kigali dans le cadre de la 5^{e} édition de [la Conférence Internationale sur l'Agenda de la

Santé en Afrique (AHAIC, 2023). L'objectif de favoriser la collaboration régionale en créant une position unifiée sur l'action climatique et la résilience des systèmes de santé.

A cette occasion, le Dr Sabin Nsanzimana, Ministre de la Santé du Rwanda a déclaré « Si nous voulons répondre aux menaces émergentes à l'intersection de la santé et du changement climatique, les pays africains doivent présenter un front uni lors des forums mondiaux sur la santé et le climat. Nous devons avoir un message uni pour l'Afrique lorsque nous présentons nos demandes et nos exigences lors de UNGA78 et COP 28 car se sont les seules occasions qui nous permettront d'influencer les changements de politique mondiaux nécessaires pour répondre aux besoins des Africains »,

AHAIC offrira une plateforme pour approfondir l'Union africaine à un moment où on souffrait des effets de la pandémie de COVID-19 pendant trois ans et d'une récession mondiale, qui ont entraîné une augmentation du nationalisme dans les pays du Nord, privant l'Afrique du financement nécessaire pour l'adaptation et l'atténuation en matière de santé et de climat. L'événement abordera également les efforts fragmentés qui ont longtemps entravé les progrès holistiques sur le continent.

« Nous savons que les systèmes multilatéraux ne nous ont pas toujours donné une réponse équitable, et la pandémie de COVID-19 a servi pour rappeler du classement de l'Afrique dans la hiérarchie de la santé mondiale. Bien que nous reconnaissions que les pays africains doivent également prendre leurs responsabilités pour leur rôle d'investisseur dans leurs systèmes de santé, nous devons également reconnaître que les solutions africaines dirigées par l'Afrique pour les défis africains nécessitent encore un certain niveau de soutien mondial car il ne peut y avoir de sécurité sanitaire mondiale si l'Afrique continue d'être laissée pour compte », a déclaré le Dr Ahmed Ogwell Ouma, directeur par intérim des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC).

Au cours de ces quatre jours, les décideurs politiques, les technocrates, les leaders d'opinion, les innovateurs, les chercheurs et la société civile exploreront comment les pays africains peuvent favoriser la coopération régionale en créant des lignes directrices, des structures de gouvernance et des procédures réglementaires
communes pour harmoniser les systèmes de santé et les mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique à travers le continent.

Selon le Dr Githinji Gitahi, PDG du groupe, Amref Health Africa, « Pour que nous puissions créer un changement sanitaire durable en Afrique, nous devons établir des partenariats plus égaux et nous unir pour conduire un programme africain commun en matière de climat et de santé. Pour se faire, nous pouvons faire face à la double menace émergente des crises climatiques et des futures pandémies de manière plus durable, notamment en renforçant les soins de santé primaires et en agissant sur les déterminants sociaux de la santé qui ont un impact sur le bien-être des populations à

travers le continent ».

Il ajoute que « Ces déterminants sociaux comprennent l'éducation, les opportunités économiques, les conflits et l'équité entre les sexes – qui sont tous au cœur de la mission d'Amref Health Africa de catalyser et de piloter des systèmes de santé centrés sur les personnes, comme indiqué dans notre stratégie d'entreprise 2023-2030, que nous dévoilerons à AHAIC 2023. »

AHAIC 2023, c'est trois jours de plénières, de réunions de haut niveau, d'ateliers et de sessions de réseautage mettant en contact de nombreux acteurs professionnels, scientifiques, Etatiques et de la Société Civile.

Megan Valère SOSSOU

Kigali accueille la 5e édition de la Conférence Internationale sur l'Agenda de la Santé en Afrique

La Conférence Internationale sur l'Agenda de la Santé en Afrique (AHAIC, 2023) s'ouvre demain à Kigali au Rwanda. Elle rassemblera non seulement, les parties prenantes africaines dans le domaine de la santé, du climat et du développement mais aussi, des représentants des États africains pour plaider en faveur d'une voix continentale unifiée. Il s'agira aussi de favoriser la collaboration régionale et créer une position unifiée sur l'action climatique et la résilience des systèmes de santé avant l'AGNU 78 et la COP 28.

Cette conférence biennale se déroulera du 5 au 8 mars sous le thème « Systèmes de sa

nt
é
ré
si
li
en
ts
po
ur
l’
Af
ri
qu
e
:
Re
pe
ns
er
l’
av
en
ir
ma
in
te
na
nt
»
.
Le
s
pa
rt
ie
s
pr

en
an
te
s
de
la
sa
nt
é,
du
dé
ve
lo
pp
em
en
t
et
du
cl
im
at
se
ré
un
ir
on
t
po
ur
la
ci
nq
ui
èm
e
éd

it
io
n.

A cette nouvelle édition, l'AHAIC 2023 réunira la communauté africaine, les dirigeants mondiaux, les financiers, les innovateurs, les technologues, les scientifiques et les experts de tous les domaines pour discuter des politiques de santé pour l'Afrique en réponse aux défis les plus urgents de notre époque – conflits, climat changement climatique, l'insécurité alimentaire et les violations des droits de l'homme.

Organisée conjointement par Amref Health Africa, le ministère de la Santé du Rwanda, l'Union africaine et les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC), AHAIC 2023 est la première conférence mondiale sur la santé organisée en Afrique à se concentrer sur l'intégration du climat dans l'élaboration des politiques de santé et vice versa.

La conférence servira de tremplin aux conférences mondiales sur la santé et le climat où elle présentera une pétition mondiale dirigée par l'Afrique pour une action climatique urgente et des politiques de santé mondiales durables qui soutiendront le cheminement de l'Afrique vers des systèmes de santé résilients.

En effet, ladite conférence débutera par un événement de marche le 5 mars lors de la Journée sans voiture de Kigali, dans le cadre des efforts visant à promouvoir l'action climatique pour la santé. Cela sera suivi de trois jours de plénières, de réunions de haut niveau, d'ateliers et de sessions de réseautage qui auront lieu du 6 au 8 mars.

Rappelons que la Conférence internationale sur l'agenda de la santé en Afrique (AHAIC) est une réunion phare d'Amref Health Africa. C'est la plus grande conférence sur la santé et le

développement organisée en Afrique tous les deux ans.

Megan Valère SOSSOU